



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 10 octobre 2022

Nombre de conseillers en exercice : 33

Extrait de la délibération affiché le **13 octobre 2022**.

L'an deux mille vingt-deux, le **dix octobre à dix-huit heures** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 4 octobre 2022, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle La Minot à la Maison de l'Enfance et de la Famille, sous la présidence de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire.

Étaient présents : 29

Jérôme **DUBOST**, Fabienne **MALANDAIN**, Nicolas **SAJOUS**, Agnès **SIBILLE**, Damien **GUILLARD**, Pascale **GALAIS**, Yannick **LE COQ**, Christel **BOUBERT** (présente à partir de la communication n° COM4 / D.120), Sylvain **CORNETTE**, Véronique **BLONDEL**, Gilles **BELLIERE**, Patrick **DENISE**, Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE** (présent à partir de la communication n° COM4 / D.120), Isabelle **NOTHEAUX**, Edith **LEROUX**, Isabelle **CREVEL**, Thierry **GOUMENT**, Jean-Luc **HEBERT**, Aurélien **LECACHEUR**, Aline **MARECHAL**, Catherine **OMONT**, Aliké **PERENDOUKOU**, Virginie **VANDAELE**, Sandrine **VEERAYEN**, Corinne **CHOUQUET**, Laurent **GILLE**, Agnès **MONTRICHARD**, Nicole **LANGLOIS**, Arnaud **LECLERRE**.

Excusés ayant donné pouvoir : 3

Éric **LE FEVRE** donne pouvoir à Jérôme **DUBOST**
Nicolas **BERTIN** donne pouvoir à Aurélien **LECACHEUR**
Jean-Pierre **LAURENT** donne pouvoir à Nicolas **SAJOUS**

Retardées ayant donné pouvoir : 1

Virginie **LAMBERT** donne pouvoir à Nicole **LANGLOIS**

Secrétaire de séance

Aurélien **LECACHEUR** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 10 octobre 2022

2022.10/120/COM4

CONSEIL MUNICIPAL – COMMUNICATION – SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ MUNICIPALE

Mesdames et Messieurs,

Cher. (e). s. collègues,

Avant d'entamer l'examen de nos délibérations, je souhaite partager avec vous, comme à l'habitude, quelques éléments d'informations et de synthèse de l'actualité municipale.

Notre conseil s'est réuni pour la dernière fois en juillet, par conséquent permettez-moi de commencer par un mot tout d'abord sur la rentrée scolaire, même si les vacances de l'automne s'approchent déjà à grand pas...

Cette **rentrée scolaire** s'est déroulée dans un contexte sanitaire beaucoup plus apaisé que l'an passé, sans doute l'absence de protocole sanitaire particulièrement contraignant, contrairement aux rentrées précédentes, y aura été pour beaucoup dans une rentrée sans doute plus souriante que celle de 2020 et de 2021...

Nos écoles avaient bénéficié, notamment au cours des vacances d'été de **travaux** pour un montant de 186 000 €, une programmation qui va se poursuivre et être finalisée à l'automne. Outre les peintures en couleur sur les barrières aux abords des écoles, les enfants de Jules FERRY et Victor HUGO ainsi que les enseignants ont pu, par exemple, nous dire leur satisfaction de profiter de toilettes dignes de ce nom.

384 enfants sont accueillis dans les 16 classes de nos écoles maternelles publiques et 767 dans les 32 classes en élémentaire. Nous constatons donc cette année une nouvelle baisse, de 33 élèves, dans nos écoles publiques et c'est malheureusement une constante depuis 10 ans. Cela doit constituer une préoccupation majeure de ce conseil municipal : 1539 élèves à la rentrée 2011, 1151 cette année, soit 388 élèves de moins en une décennie : chacun aura entendu que c'était l'équivalent de la totalité des élèves en maternelle aujourd'hui.

L'un des leviers pour retrouver plus de familles et d'enfants dans les écoles, c'est la construction de logements... sans doute, mais pas n'importe quel logement. La preuve, c'est que les constructions avant 2020 des immeubles des avenues Foch ou Wilson n'ont pas apporté de nouveaux élèves et n'ont pas permis d'enrayer la chute des effectifs.

La lutte contre les logements vacants, nous l'avons initiée et nous encouragerons l'amélioration de l'habitat via l'OPAH-RU (nous étions en réunion cet après-midi encore avec Agnès SIBILLE mon Adjointe en charge des solidarités et des questions de logement qui suit ce dossier de près).

Nous encourageons **les projets immobiliers** qui s'inscrivent dans la concertation. Nous délibérerons ce soir d'une nouvelle concertation préalable, et pas des moindres, puisqu'elle concerne un projet de 57 logements en lieu et place de l'ancien centre commercial de la Belle Etoile, sinistré par un incendie en septembre 2018.

S'agissant du nouveau centre commercial, inauguré en juin dernier, **l'ouverture du SPAR** d'ici la fin de l'année est bien confirmée.

Toujours sur le quartier de la Belle Etoile, chacun aura pu constater l'avancée des travaux du **Cabinet médical** dont l'ouverture est prévue pour la mi-2023. Avec Pascale GALAIS, nous avons refait le point avec les 4 jeunes femmes médecin. Je voudrais dire et même redire qu'il n'existe pas de liste d'attente en mairie : les professionnels de santé initieront, lorsqu'elles estimeront être prêtes, les modalités d'inscription pour leur patientèle. Chacun peut comprendre l'impatience de pouvoir bénéficier d'un médecin traitant mais comprenez que les agents à l'accueil ne prendront aucun nom.

Notre conseil municipal se réunit aujourd'hui dans un contexte marqué par une nouvelle crise, celle liée aux effets de l'inflation, en particulier sur les cours de l'énergie mais aussi sur les denrées ou de nombreuses autres dépenses.

Nous devons être attentifs aux effets sociaux de cette crise car nous savons que cette inflation qui touche en premier lieu des produits de première nécessité, la nourriture et l'énergie, si elle touche tout le monde touche plus lourdement les habitants aux revenus les plus modestes.

Cela est d'autant plus préoccupant que cette crise, et la facture qui va avec, touche les moyens d'agir de la Ville.

J'ai été surpris de constater que certains de nos concitoyens croyaient que les collectivités locales, telles que la Ville de Montivilliers, échappaient à l'inflation et aux augmentations démesurées de prix qui ne cessent de s'accumuler.

Cela est peut-être dû à la communication du Gouvernement qui, depuis la rentrée, explique que les finances locales échapperaient à cette crise ou que des mesures seraient prises. En effet, il y a eu quelques annonces au cours de l'été. Mais cela ne va concerner que quelques collectivités, sous conditions, avec un décret en attente, et la Ville de Montivilliers ne devrait pas être bénéficiaire de ces faibles soutiens.

Pourtant la réalité est là :

- La revalorisation des agents publics, qui est une bonne chose, mais que le gouvernement ne veut pas compenser, représente pour cette année environ 278 000€ supplémentaires pour la Ville ;
- Le coût des denrées alimentaires, pour la restauration scolaire et les repas des résidents de Beauregard et Eau Vive, est variable selon les produits, mais en moyenne est de l'ordre de 25 %. Nous adaptons les menus en temps réel pour éviter les augmentations les plus élevées. Cela ne peut que souligner aussi l'enjeu du travail engagé contre le gaspillage alimentaire. Fabienne MALANDAIN y veille.
- Le coût du papier, des fournitures scolaires, des produits d'entretiens, suite des courbes du même ordre.
- La dépense de carburant pour les services devrait évoluer de près de 20 000 € soit +33 % par rapport à l'an dernier ;

- Celle du chauffage a par rapport à l'an dernier, a déjà été multiplié par 2 passant de 300 000 à 600 000 euros. Pour 2023, il faudra encore envisager une hausse de 40% soit trouver 240 000 euros supplémentaires pour payer la facture de chauffage.
- Celle d'électricité est restée relativement contenue cette année, mais nous inquiète particulièrement pour l'avenir j'y reviendrai.

Alors évidemment, nous allons, comme partout, mettre en œuvre des mesures d'économies d'énergie :

- La température de chauffage dans nos équipements sportifs sera abaissée ; 14°
- Dans l'ensemble des bâtiments, le 19° sera de rigueur.
- Ce début d'automne relativement doux nous permet de reculer la date de lancement du chauffage pour le moment. Sachez que chaque semaine chauffée, dans les conditions actuelles des tarifs, correspond à 20 000 €.
- Pour ce qui est du prix des denrées, nous avons fait le choix de geler les tarifs de nos cantines, de ne pas répercuter la hausse vers les familles cette année. Pour les familles les plus modestes, il ne faut pas négliger le soutien que représente ce tarif municipal ;
- La sobriété sera au rendez-vous dans le recours au papier, à commencer par la publication de notre magazine, avec la suppression d'une des 6 éditions de l'année 2023. Il y aura 5 numéros au lieu des 6.
- La sobriété sera aussi au rendez-vous de nos événements : ainsi les illuminations de Noël seront adaptées dans leurs horaires et leur période, mais néanmoins maintenue de 18h à 22h00. Nous limitons le créneau mais le maintenons pour les enfants. J'en profite pour rappeler que, comme à l'accoutumée, leur allumage ne se fera que le jour du Marché du Noël soit le vendredi 9 décembre.
- L'éclairage nocturne des rues est lui une compétence transférée à la CU. Mais nous allons la saisir pour avancer plus rapidement sur cette piste d'économie, même si la dépense pour sa plus grande part est portée par la CU.

Enfin, je souhaite travailler avec tous les usagers des bâtiments municipaux, les associations, l'Education nationale, sur de pistes de réflexions communes en matière de sobriété, d'économie d'énergie. Car nous ne savons pas comment va évoluer cette crise des tarifs et des prix. Mais nous savons que nous devons agir dans ce domaine en dehors de ce contexte de crise, pour des raisons de transitions et de réponse aussi à la crise climatique.

La réalité est que nous payons aussi la facture des retards pris dans l'adaptation énergétique de nos bâtiments. Face à cette crise, je crois qu'il faut être rassemblés car toutes les collectivités sont durement touchées, cela dépasse les clivages. Il n'y a pas de place dans ce que nous vivons pour de vaines polémiques stériles. Aussi, il ne s'agit pas de dire que rien n'a été fait, mais la certitude c'est qu'en matière de transition énergétique, notre ville a accumulé des retards au regard des besoins

pour répondre à la crise climatique, qui, on le voit désormais, deviennent du jour au lendemain un problème financier majeur.

Vous le savez, nous avons engagé notre commune dans cette démarche de transition : décision que nous avons entérinée à l'unanimité lors du conseil municipal du 9 mai dernier, c'est l'engagement de la Ville de Montivilliers dans la démarche **Territoire Engagé Climat Air Energie** portée par l'ADEME. Notre ville sera accompagnée dans la labellisation Climat Air Energie pendant 4 ans.

Et puis, l'enjeu c'est aussi l'action en direction des habitants. Là aussi nous pouvons nous avoir pris des décisions utiles : c'est le cas avec **l'action Défi-Toit** – il reste encore quelques places pour s'inscrire jusqu'au 13 novembre. 25 familles montivillonnaises participeront à cette action et seront accompagnées dans le changement d'habitudes en faveur d'un mode de vie plus écoresponsable et plus économe. Nous sommes précurseurs puisque Montivilliers est la seule ville de Normandie à être retenue pour ce dispositif, les 4 autres sont des EPCI. Pour compléter la délibération que nous avons adoptée le 4 juillet dernier, je voudrais vous indiquer que depuis lors, notre collectivité a bénéficié de deux subventions en plus du financement de l'ADEME à hauteur de 66% : la C.U. versera 5000 euros et le Département de la Seine-Maritime, 4000 euros. Cette nouvelle forme d'accompagnement dans la durée répond aussi à notre volonté de concilier l'action pour le climat et l'action pour les fins de mois des habitants. Cela va permettre de créer des synergies entre les mesures mises en œuvre par la Ville et les initiatives prises par ses habitantes et habitants. Notre volonté est aussi de pouvoir faire rayonner les enseignements du Défi-Toit, de les partager pour permettre au plus grand nombre d'accéder aux ressources et conseils et s'engager eux aussi dans une démarche de réduction de leur impact environnemental.

Ces actions sont importantes à terme, mais reste l'équation aujourd'hui et dans les mois à venir de la facture énergétique et de l'inflation. Car cela pourrait être pire malheureusement l'année prochaine.

En matière de fourniture d'électricité, le marché est en cours de renouvellement avec la Communauté urbaine et pour le moment, la perspective là moins sombre serait une augmentation de la facture... de 300 % au moins. Pour le moment, la facture d'électricité pour la Ville de Montivilliers c'est environ 300 000 €... Il faudrait pour l'année prochaine trouver 900 000 € de plus rien que pour faire face à cette hausse de tarif... Je n'évoque même pas les hypothèses pessimistes qui évoque une multiplication par 10 des tarifs... Ceci est lié rappelons-le à un tarif dérégulé, sans lien avec les coûts de production.

C'est insoutenable. Et c'est la raison pour laquelle notre collègue Aurélien Lecacheur a présenté un vœu au Conseil communautaire qui l'a adopté à l'unanimité. Nos collectivités n'ont pas accès à un tarif régulé de l'énergie et ne sont pas protégés des hausses par le bouclier tarifaire qui a préservé les particuliers.

Or, on le voit bien quand les possibles évolutions annoncées relèvent de quelque chose de délirant, pour de nombreuses entreprises comme pour les collectivités. Les associations d'élus convergent dans ce sens, et cela dépasse les clivages politiques : la réponse doit être gouvernementale et porter sur la régulation.

Et j'ai donc demandé à Monsieur Lecacheur de présenter, au nom de la majorité, l'adoption du même vœu, pour que nos voix se joignent à celle du Conseil communautaire, comme de nombreuses autres communes, pour demander au Gouvernement cette action en faveur des collectivités car notre capacité à agir doit être préservée.

Ce vœu est déposé sur table. Il est de tradition de les examiner à la fin de notre réunion. Notre règlement intérieur prévoit, à son article 24, la possibilité de l'examiner dès lors que le Maire évoque une décision motivée. Je crois que le contexte financier que nous subissons est de nature à ce que nous puissions examiner ce vœu dès à présent.

LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE DE CETTE COMMUNICATION.